

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Band:** - (2015)  
**Heft:** 2093

**Artikel:** Le coût de la concurrence fiscale : quand la sous-enchère fiscale conduit à réduire les dépenses de formation  
**Autor:** Delley, Jean-Daniel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1017381>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 19.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Le coût de la concurrence fiscale

Quand la sous-enchère fiscale conduit à réduire les dépenses de formation

Jean-Daniel Delley - 15 septembre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28062>

On connaît l'argument. Réduire la charge fiscale permet d'attirer de nouveaux contribuables dont les contributions compensent largement la baisse générale de l'impôt.

Cette stratégie est loin d'être à tout coup gagnante. Plutôt que de relever leurs taux d'imposition, plusieurs des cantons adeptes du moins-disant fiscal adoptent des programmes d'économies drastiques. Les classes moyennes et les bas revenus paient la note.

Zoug, le plus riche des cantons suisses et le plus attractif fiscalement, envisage de réduire ses dépenses de 110 millions par an dès 2018, soit 7,5% de son budget. En 2014, ses comptes ont affiché un déficit de 139 millions. Certes ses rentrées fiscales continuent de croître tout comme le nombre d'emplois créés, mais sa contribution au pot de la

péréquation intercantonale augmente également.

Il a donc **décidé** de réduire à 18% d'une classe d'âge le taux des élèves accédant au gymnase, ce qui abaissera la proportion des jeunes détenteurs d'une maturité, aujourd'hui de 22,1%. Les rejetons des familles aisées pourront toujours profiter de la filière privée...

Lucerne, entouré de cantons à basse fiscalité, a dû suivre le mouvement. En 2012, il a réduit de moitié l'imposition des bénéfices des entreprises. Certes il a vu affluer de nouvelles sociétés, mais en grand nombre des sociétés «*boîte aux lettres*» qui ne créent ni emplois ni ne paient d'impôts substantiels. Résultat: une baisse d'un quart des rentrées fiscales des personnes morales. Un phénomène qu'ont connu avant lui ses voisins Schwyz, Nidwald et Obwald.

Par contre, selon le [Ministère public](#), le nombre de procédures pénales ouvertes pour délits économiques a explosé et les dossiers accumulés représentent près de sept ans de travail pour la police. D'où la nécessité de créer une section spécialisée dans la criminalité économique. Parallèlement aux baisses d'impôts, le canton ne cesse d'aligner des programmes d'économies. Le gouvernement envisage maintenant de supprimer l'enseignement de la natation à l'école primaire, d'allonger d'une semaine les vacances de 20'000 écoliers et de fermer une école de commerce.

Est-il besoin de souligner l'absurdité d'une politique fiscale qui conduit à des économies dans le domaine de la formation au moment même où l'économie helvétique se plaint de manquer de main-d'œuvre qualifiée qu'elle va recruter à l'étranger?

## Une hausse disproportionnée du franc

La Banque nationale en bouc émissaire

Jean-Pierre Ghelfi - 16 septembre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28067>

A force de claironner que les hausses du franc sont

inconsidérées, les milieux économiques ont créé un

climat délétère quant à l'avenir de la place économique suisse.